

l'essentiel^{CP}



de la Commission permanente du Conseil général du Finistère

Octobre 2009

Numéro 27

COMMISSION INSERTION ET ÉCONOMIE

Le Conseil général soutient l'enseignement supérieur et la recherche

Dossier 3, page 5

Le Conseil général a décidé, en janvier 2009, de reconduire son soutien à l'accueil d'étudiants post-doctorants au sein de l'UBO (Université de Bretagne occiden-

tales) et de la Station biologique de Roscoff.

La Commission permanente valide les sept premiers programmes de recherche présentés par

l'UBO, le premier programme de recherche présenté par le CNRS. Une subvention de 30 000 € est attribuée à l'UBO pour l'accueil d'une post-doctorante.

Dotation jeunes agriculteurs : 90 400 €

Dossier 5, page 13

Lors de sa séance plénière du 29 janvier 2009, le Conseil général du Finistère a voté une enveloppe d'investissements de 910 000 € pour le dispositif d'accompagnement des agriculteurs comprenant :

- les aides à l'installation ;

- le soutien à l'enseignement agricole ;
- le soutien aux agriculteurs en difficulté.

Le Conseil général verse une aide complémentaire à la Dotation jeune agriculteur (DJA) nationale. Cette aide est fixée à 4 000 €

pour toute installation effective au 1^{er} janvier 2009 et 2 600 € pour les installations antérieures à cette date.

La Commission permanente accorde 24 aides à l'installation, pour un montant total de 90 400 €.

Contrat de territoire de Brest Métropole Océane : 655 238 € aux investissements nautiques

Dossier 16, page 57

Le contrat de territoire de Brest Métropole Océane (BMO), adopté lors de la séance plénière du 29 janvier 2009 et signé le 2 juin, prévoit l'aide du Conseil géné-

ral pour le projet de renforcer et compléter le centre nautique de Brest avec une cale de mise à l'eau, la réalisation des aménagements extérieurs, la construction

d'un bâtiment d'accueil et de locaux techniques au port du Moulin Blanc.

Aménagements cyclables : 87 221 € à la commune de Plogoff.

Dossier 27, page 89

250 000 € ont été votés en 2009 au titre de l'accompagnement financier des aménagements cyclables réalisés sous maîtrise d'ouvrage communale ou intercommunale.

La commune de Plogoff souhaite réaliser sous maîtrise d'ouvrage communale l'aménagement d'un

maillon de la véloroute « La Littorale » Roscoff/Saint-Nazaire sur le tronçon de 12 km de longueur reliant la plage du Loch et la Pointe du Raz.

Ce maillon de la véloroute emprunte en grande partie le réseau routier communal existant. Ce-

pendant, pour assurer la continuité de l'itinéraire, certaines sections actuellement non revêtues demandent à être aménagées.

La Commission permanente accorde à la commune de Plogoff une subvention de 87 221 €.

Actions de prévention auprès des jeunes et des familles : 97 572 €

Dossier 39, page 127

Le Conseil général du Finistère souhaite, à travers son Agenda 21 et son 3^e schéma départemental de l'enfance et de la famille, faire de la prévention le pilier de la politique départementale en direction des enfants, des jeunes et des familles.

Pour intervenir le plus en amont possible des difficultés, le Conseil général du Finistère soutient divers acteurs (associations, collectivités locales, bénévoles, familles) qui développent des actions de prévention auprès des enfants et des familles sur le territoire finistérien. Si ces initiatives et actions visent à toucher l'ensemble des familles finistériennes, une attention particulière est portée en direction des publics fragilisés ou de quartiers prioritaires de la poli-

tique de la ville.

Ce soutien aux actions de prévention revêt plusieurs formes et concerne :

- **les actions de prévention auprès des familles :**

- 35 000 € pour l'année 2009 et 135 000 € pour l'année 2010 pour la mise en œuvre du projet de « maison des parents » de l'association départementale de la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence à vocation territoriale sur BMO.

- **les actions de prévention auprès des jeunes :**

- 15 000 € au service d'écoute jeunes PASAJ de l'association Parentel ;
- 5 000 € à l'Association des pupilles de l'enseignement public du Finistère pour le financement

d'un demi-poste d'éducateur spécialisé au sein de la Maison des adolescents du Finistère ;

- 42 572 € au centre d'animation de Pontanézen de Brest pour l'année 2009.

- **Prévention spécialisée :** Développement de partenariats avec les villes et/ou les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sur la prévention spécialisée :

- avec la Ville de Brest, Brest Métropole Océane et l'association Don Bosco, dans le cadre de la Charte de partenariat 2009-2012,
- avec la Ville de Quimper et la fondation Massé-Trévidy, dans le cadre de la Charte de partenariat 2009-2012

Extension du collège de Briec

Dossier 45, page 149

Le collège Pierre Stéphan de Briec-de-l'Odet a fait l'objet d'une étude de schéma directeur patrimonial conduite dans le cadre d'un groupe de concertation rassemblant des représentants du Département, de la Commune de Briec-de-l'Odet et du collège. L'étude de programmation engagée en avril 2006 et confiée au cabinet

CERUR (de Rennes) a été validée en décembre 2007. Le Conseil général, après mise en concurrence, a notifié le 7 avril 2008 à la SAFI un marché de mandat de maîtrise d'ouvrage pour l'opération d'extension/restructuration du collège Pierre Stéphan. Par décision de la Commission permanente du 2 février 2009, un

marché de maîtrise d'œuvre a été passé avec l'équipe Le Goaziou de Pont-L'Abbé, architecte mandataire.

La Commission permanente valide l'avant-projet définitif, étape des études de conception qui engage le maître d'œuvre sur une estimation des travaux.

Collèges publics : 116 438 € en dotations pédagogiques

Dossier 46, page 153

COMMISSION FINANCES ET ÉVALUATION

Grippe A : location d'un local de stockage de matériels

Dossier 53, page 175

Les matériels seront stockés dans un bâtiment de type industriel, situé à Pluguffan, ZI de Bel Air, qui offre une possibilité de stockage de 600 m², comprenant un entrepôt de 520 m² et des bureaux

d'une surface de 80 m² avec sanitaires.

Les locaux disposent d'un chauffage au gaz par aérothermes isolés. Le site, sécurisé par une clôture et un portail, dispose de stationne-

ments.

Début du bail: 6 octobre 2009 pour une durée de 3 années avec possibilité de résiliation à tout moment moyennant un préavis de 3 mois.

Procès en appel de l'Erika

Dossier 56, page 181

Le 5 octobre 2009, près de 10 ans après la catastrophe, s'ouvrira le procès en appel de la pollution consécutive au naufrage du pétrolier ERIKA.

Par un jugement du 16 janvier 2008, le Tribunal de Grande Instance de Paris, en condamnant la société TOTAL SA à la peine maximale, a estimé que si la « prise

de risque inhérente au transport maritime est par nature admissible, elle cesse de l'être et devient une faute d'imprudence lorsque, aux périls résultant des conditions de navigation d'un pétrolier, fut-il muni de tous ses certificats, s'ajoutent d'autres dangers, tels ceux liés à l'âge du navire, à la discontinuité de sa gestion technique, à

son entretien ainsi qu'à la nature du produit transporté ». Qu'ainsi, en acceptant l'affrètement d'un navire cumulant les risques en termes de sécurité maritime, TOTAL SA a sciemment commis une faute d'imprudence en lien avec le naufrage et de nature à justifier sa responsabilité pénale.

Ce jugement, dont la recherche

de la responsabilité pénale était l'enjeu essentiel, est novateur en ce qu'il affirme pour la première fois la responsabilité pénale de l'ensemble des intervenants dans la chaîne du transport maritime international. Il reconnaît également, par la constitution de partie civile des collectivités territoriales, leur rôle premier de défense de l'intérêt général.

Le tribunal a ainsi reconnu le droit à la réparation des collectivités pour leur préjudice matériel mais aussi pour l'atteinte portée à leur réputation et à leur image ainsi que, pour certaines d'entre elles, pour le préjudice d'atteinte à leur environnement.

Le Conseil général, qui s'était constitué partie civile, a obtenu :

- 3 312 € en réparation de son préjudice matériel (Le FIPOL ayant déjà versé 55 498 € en 2004) ;
- 1 million d'euros en réparation de l'atteinte portée à sa réputation

et à son image de marque ;
- 50 000 € en application de l'article 475-1 du Code de Procédure Pénale.

Après avoir fait appel de ce jugement, la société TOTAL a sollicité les différentes parties civiles pour leur proposer le versement immédiat et intégral des sommes qui leur avaient été allouées par le tribunal en échange d'une renonciation à exercer tout recours.

Le Conseil général a non seulement refusé cette proposition mais a encore lui-même fait appel, régularisé par délibération du 3 mars 2008.

L'objectif poursuivi dans le cadre de cette affaire, outre la récupération intégrale des différents préjudices subis, est de répondre à une préoccupation d'intérêt général.

L'exemplarité des condamnations civiles et pénales doit permettre de faire prendre conscience aux compagnies pétrolières, ainsi

qu'aux sociétés de classification, des risques qu'elles encourent en n'assurant pas un niveau de sécurité maximum lors des transports de produits polluants.

Il importe donc que soient maintenues les condamnations pénales prononcées par le TGI.

Quant aux condamnations civiles, Il s'agit d'obtenir la réformation du jugement afin que la Cour d'appel de Paris indemnise intégralement le Conseil général des préjudices qu'il a subis, en particulier le préjudice écologique non retenu par le tribunal.

Le Conseil général confirme donc sa décision du 3 mars 2008, autorisant le président du Conseil général à défendre ses intérêts devant la Cour d'appel de Paris, mandatant à cette fin, comme en première instance, le cabinet d'avocats LYSIAS PARTNERS.